



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---












**Fourniture d'ouvrages hors ouvrages en  
souscription pour les services et composantes de  
l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines**

---

**N° du CCP : M2026-01**

**Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines  
Direction des Achats et Marchés  
55 Avenue de Paris  
78035 VERSAILLES  
Tél : 0139254135**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture d'ouvrages hors ouvrages en souscription pour les services et composantes de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel .....	6
5 - Durée et délais d'exécution .....	7
5.1 - Durée du contrat .....	7
5.2 - Reconduction .....	7
6 - Prix .....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
7 - Garanties Financières .....	8
8 - Avance .....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
9 - Modalités de règlement des comptes .....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
11 - Développement durable .....	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
12.1 - Vérifications .....	11
12.2 - Décision après vérification .....	12
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	12
14 - Pénalités.....	12
14.1 - Pénalités de retard .....	12
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
15 - Assurances.....	12
16 - Clause de réexamen .....	13
17 - Résiliation du contrat .....	13
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
18 - Règlement des litiges et langues .....	14
19 - Clauses complémentaires .....	14
20 - Dérogations .....	15

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
Fourniture d'ouvrages hors ouvrages en souscription pour les services et composantes de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Le marché a pour objet la fourniture d'ouvrages français et étrangers neufs et disponibles dans le commerce ainsi qu'un service d'antiquariat (fourniture d'ouvrages épuisés chez l'éditeur et non d'ouvrages anciens).

Sont exclus du marché les souscriptions et les documents dont l'éditeur refuse la vente par un intermédiaire (diffusion exclusive par l'éditeur).

Un service d'antiquariat permettant de se procurer des ouvrages épuisés chez l'éditeur (et non des livres anciens) devra être proposé.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### **Lieu(x) d'exécution de l'accord cadre :**

Les lieux d'exécution des prestations et l'adresse de livraison seront précisés dans chaque bon de commande.

Ils couvrent l'ensemble des sites de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, qui s'étend sur deux départements (78 et 92).

L'attention des candidats est attirée sur le nombre de services de l'Université. Les indications relatives au service à l'origine de la commande et à l'adresse de livraison - mentions figurant sur le bon de commande - doivent être scrupuleusement respectées afin d'éviter les confusions dans les envois et le service à facturer

Lieux d'exécution de l'accord cadre :

#### ➤ **VERSAILLES**

- Présidence : 55 Avenue de Paris 78000 Versailles
- UFR des Sciences : 45 Avenue des Etats-Unis 78000 Versailles

#### ➤ **GUYANCOURT**

- Bâtiment d'Alembert : 5-7 Boulevard d'Alembert 78280 Guyancourt
- Bâtiment Vauban A et B : 47 Boulevard Vauban 78280 Guyancourt
- Bâtiment Leclerc : 3 Rue de la Division Leclerc 78280 Guyancourt
- BU Saint-Quentin-en-Yvelines Boulevard Vauban 78280 Guyancourt- Maison de l'Etudiant : 1, allée de l'astronomie 78280 Guyancourt
- Observatoire de Versailles Saint-Quentin (OVSQ): 11 Boulevard d'Alembert 78280 Guyancourt
- Bâtiment François Rabelais : 9 Boulevard d'Alembert 78280 Guyancourt
- UFR des Sciences de la Santé : 2 avenue de la Source de la Bièvre 78180 Montigny-Le-Bretonneux

#### ➤ **VELIZY**

- IUT Vélizy : 10-12 Avenue de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay

#### ➤ **MANTES LA JOLIE**

- IUT Mantes la Jolie : 7 Rue Jean Hoët 78200 Mantes-La-Jolie

➤ **MANTES LA VILLE**

- ISTY : 28 Boulevard Roger Salengro 78711 Mantes-la-Ville

➤ **RAMBOUILLET**

- Antenne de l'IUT de Vélizy : 19 Allée des Vignes 78120 Rambouillet

➤ **BOULOGNE**

- Hôpital Ambroise Paré: Rez-de-chaussée bas, 9 avenue Charles de Gaulle 92104 Boulogne cedex

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Ouvrages français et ouvrages en langues étrangères, à l'exclusion de ceux de droit et de santé.
2	Ouvrages de droit et de santé

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- L'adresse de facturation
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Le délai maximal de livraison est de **3 semaines** pour les **ouvrages français (lot 1)**, les **ouvrages de droit et de santé (lot 2)** et de **6 semaines** pour les **ouvrages en langues étrangères (lot 1)**.

Le titulaire peut s'engager sur un délai spécifique qu'il précisera dans l'Acte d'Engagement. En cas de non-respect du délai maximal, la part non livrée de la commande sera considérée comme annulée. Les ouvrages qui parviendraient hors délai seront réexpédiés au titulaire à ses frais.

Pour les ouvrages non livrés au motif que le titulaire ne les possède pas dans son stock (ouvrages

généralement signalés par « manquant noté »), le titulaire devra s'engager sur un délai de mise à disposition.

Dans le cas d'une commande à livrer d'urgence, le délai pourra être ramené à **une semaine**, mais cette urgence sera spécifiée à la commande. Passé ce délai d'une semaine, le responsable de domaine d'acquisition se réserve le droit d'annuler la commande.

En cas de non-respect, par trois fois au moins, des délais indiqués à l'Acte d'Engagement, l'Université se donne le droit de résilier le marché.

Le délai d'exécution du marché part à compter de la **notification de la commande au titulaire**.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires par lot (BPU)
- Un cadre réponse justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Le marché est traité à prix ajustables, résultant de l'application du tarif des prix de vente au public en France (en vigueur au jour de la commande) que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle et sur lesquels sera appliqué le rabais (indiqué dans l'acte d'engagement en pourcentage) consenti dans le cadre du marché.

Pour les ouvrages étrangers, le titulaire s'engage sur le maintien du prix en euros fixé sur le devis pendant toute la durée d'exécution de la commande dans le délai maximal fixé dans le présent document soit **6 semaines**.

Pour les ouvrages d'antiquariat épuisés chez l'éditeur depuis plus de deux ans, le titulaire proposera un prix (article 5 de la loi n°2003-517 du 18 juin 2003) sur sa plateforme en ligne ou par devis.

Conformément à la loi n° 2003-517 du 18 juin 2003, le rabais consenti par le titulaire sur le prix de vente au public des livres ne peut excéder 9 %.

Toute offre proposant un rabais supérieur à ce plafond est irrégulière et sera rejetée.

Le taux de rabais indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement et le bordereau des prix est contractuel et s'applique pendant toute la durée du marché.

Conformément aux dispositions relatives au droit de prêt en bibliothèque, le titulaire s'engage à reverser la contribution correspondante, fixée à 6 % du prix de vente au public, dans le cadre de l'exécution du marché.

Les soumissionnaires fournissent, à l'appui de leur offre, tout élément permettant d'attester du respect des dispositions légales applicables au prix du livre et au droit de prêt.

Le prix de vente au public servant de référence est celui fixé ou applicable en France, conformément à la loi n° 81-766 du 10 août 1981 et aux textes pris pour son application, y compris pour les ouvrages importés.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.



## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19781944400013

## **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un interlocuteur unique dédié à l'Université, chargé du suivi opérationnel du marché.

Cet interlocuteur doit maîtriser la langue française, tant à l'oral qu'à l'écrit.

En cas d'indisponibilité prolongée ou de remplacement de cet interlocuteur, le titulaire s'engage à proposer un nouvel interlocuteur présentant des compétences équivalentes dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires, afin d'assurer la continuité du service.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Les fournitures doivent être livrées dans les locaux du service qui a passé la commande. Le titulaire est réputé utiliser tout mode de livraison adéquat pour satisfaire à la commande dans les délais contractuels.

Le titulaire veillera à limiter le nombre d'envois liés à une commande.

Pour une commande de plusieurs exemplaires d'un même titre, tous les exemplaires devront impérativement être groupés dans un même envoi.

Chaque expédition de livres devra être accompagnée d'un bon de livraison. Sur chaque colis devront être identifiés la commande et le nombre total de colis expédiés au titre de cette commande.

Le bon de livraison, dressé distinctement pour chaque commande comportera notamment les mentions suivantes :

- Date d'expédition
- Référence de la commande (n°bon de commande SIFAC)
- Identification des fournitures livrées

Le titulaire doit fournir pour chaque livraison une facture, ne faisant référence qu'à un seul bon de commande.

### **Groupage de livraison**

Le titulaire veillera en outre à limiter le nombre de livraisons :

- Dans le cas de livraisons fractionnées pour une même commande, trois livraisons au maximum seront acceptées.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des pratiques respectueuses du développement durable, notamment par la limitation des emballages, le regroupement des livraisons et l'optimisation des transports.

Il veille également au respect des normes sociales et des conditions de travail applicables tout au long de la chaîne de production et de distribution.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

-Vérification quantitative : Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Vérification qualitative simple : il s'agit du contrôle de l'identification des titres portés sur la facture, de la date d'édition, de l'ISBN et du constat des défauts apparents dès la livraison.

Les erreurs de livraison identifiées par rapport au bon de commande émis et les ouvrages, hors antiquariat, présentant des dommages physiques évidents sont retournées au titulaire en port dû ou reprises par lui à ses frais.

La vérification qualitative approfondie s'entend pour tout défaut de fabrication concernant l'impression et la reliure de l'ouvrage même estampillé et/ou équipé (code-barre, antivol). Elle s'effectue, par dérogation à l'article 28 du CCAG- FCS, dans un délai de 30 jours au plus à compter

de la réception de l'ouvrage. Les erreurs identifiées (pages à l'envers ou manquantes, défauts d'impression, brochage ou reliure défectueux, etc.) sont retournées au titulaire en port dû ou reprises par lui à ses frais, même si l'ouvrage a été estampillé et/ou équipé. Ce dernier est systématiquement remplacé par une version sans défaut de fabrication, et ce, aux frais du titulaire.

## **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par les services livrés.

Les retours après décision de rejet font l'objet d'une mise en attente avant reprise par le titulaire ou d'un retour postal, à la charge du titulaire.

Le constat de l'exécution partielle des commandes fait l'objet de réfections conformément à l'article 30.3 du CCAG.- FCS.

## **13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **14.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **15 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être

prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Clauses complémentaires**

### **Devis et suivi des commandes**

Si un devis est demandé au titulaire, celui-ci s'engage à l'établir dans un délai de 48 heures maximum.

Le devis précisera pour chaque ouvrage s'il peut être fourni dans les délais définis à l'article du 1.4 du présent CCP.

Dans le cas d'une demande spécifique d'éditions limitées ou rares, la réponse du titulaire doit parvenir par écrit (papier ou électronique) dans les 48 heures ouvrées. L'absence de réponse vaut déni de compétence. Les réponses du type « en attente de réponse de l'éditeur » valent déni de compétence.

### **Guichet unique**

Un interlocuteur unique, parlant français, sera dédié au suivi des commandes de la personne publique. Cet interlocuteur assurera un service personnalisé auprès des responsables de domaines d'acquisition nommément désignés par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se chargera d'informer le titulaire en cas de changement de responsable.

### **Service d'alerte**

Dans un délai de 10 jour franc à compter de la date d'envoi de la commande, le titulaire a l'obligation de produire la liste des ouvrages qu'il pourra fournir et de ceux qu'il n'est pas en mesure de faire parvenir dans les délais fixés à l'article 1.4. Pour ces derniers, le titulaire devra fournir une estimation sincère des délais prévus de livraison.

Tout document non-livré lors d'un premier envoi devra faire l'objet sur le bon de livraison d'une justification par le titulaire (par les mentions « épuisé », « en réimpression »...).

Si le prix TTC remisé figurant sur la facture du fournisseur est supérieur de 10% au prix indiqué sur le devis, le fournisseur doit aviser l'acquéreur qui se réserve le droit d'annuler la commande. Tout défaut d'alerte permettra de plein droit à la personne publique d'annuler tout ou partie de la commande concernée.

Pour tout livre commandé dont le prix unitaire est égal ou supérieur à 150 €, si le prix facturé de l'ouvrage commandé est supérieur de 30% au prix indiqué sur le devis, le fournisseur devra prévenir le pouvoir adjudicateur de cet écart et attendre la confirmation de la commande.

### **Service de veille**

Lorsque la commande d'un titre a été annulée du fait de délais de livraison supérieurs à ceux définis au présent CCP, le fournisseur s'engage malgré tout à assurer un service de veille consistant à

informer immédiatement la personne publique que le document convoité est à nouveau disponible, sans que cette information emporte commande automatique du titre en question : la personne publique sera alors seule à décider de la suite à donner à cette information.

En fin d'année civile (avant le 20 octobre au plus tard), un état récapitulatif des commandes actives sera adressé par le titulaire pour chaque service de l'Université. Il mentionnera les livres en cours de commande et leur date présumée de réception.

Cet état permettra d'annuler les éventuels soldes de commande qui ne pourraient être livrés avant la clôture de l'exercice budgétaire.

Par ailleurs, lorsqu'il considère la commande comme intégralement servie (c'est-à-dire déduction faite des ouvrages épuisés, etc.), le titulaire devra en informer par courrier ou courriel le responsable de domaine concerné et ce pour chaque commande.

## 20 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services